

## Avec un 'axe de la résistance' affaibli, une économie en difficulté et un environnement incertain, l'Iran doit redéfinir sa marge de manœuvre pour préserver son rôle de puissance régionale.

*Luciano Zaccara*, Gulf Studies Center, Qatar University.

# L'IRAN À LA CROISÉE DES CHEMINS : ENTRE RÉSILIENCE ET ISOLEMENT

La guerre à Gaza et ses retombées régionales ont radicalement transformé l'équilibre géopolitique au Moyen-Orient, plaçant l'Iran dans une position de vulnérabilité croissante. En peu de temps, Téhéran est passé de succès diplomatiques significatifs à un environnement régional hostile, faisant face à une pression militaire croissante et à un isolement stratégique renforcé par la réélection de Donald Trump. Cet article analyse la détérioration de la projection régionale de l'Iran, les erreurs de calcul commises dans sa stratégie de dissuasion et les options limitées auxquelles il est confronté aujourd'hui pour préserver son rôle de puissance régionale dans un contexte défavorable.

### DES SUCCÈS DIPLOMATIQUES À L'USURE STRATÉGIQUE

Qui aurait imaginé avant le 7 octobre 2023 que, début 2025, l'Iran serait dirigé par un président réformateur ; qu'il aurait lancé plus de 600 missiles balistiques et de croisière contre le territoire israélien ; que le Hamas aurait été pratiquement démantelé militairement et que la plupart de ses dirigeants auraient été éliminés ; que le Hezbollah aurait subi un coup militaire et structurel majeur avec la mort de Hassan Nasrallah ; que le régime de Bashar Al Assad se serait effondré en moins d'une semaine d'offensive islamiste rapide, après 14 ans de résistance ; et que Trump aurait proposé de s'emparer de Gaza pour y construire une station balnéaire, envoyant même une lettre à Ali Khamenei pour lui proposer des négociations directes sous la menace ? Celui qui aurait

prédict cela à l'époque aurait été traité de fou ou, à tout le moins, d'avoir une imagination débordante.

Cependant, tous ces événements – y compris la mort du président iranien Ebrahim Raïssi le 19 mai 2024 dans un accident d'hélicoptère, selon la version officielle, et l'assassinat du chef du Hamas Ismaïl Haniyeh à Téhéran – ont eu lieu au cours des 17 mois qu'a déjà duré la guerre contre Gaza. C'est la preuve de l'importance que l'Iran et sa politique étrangère ont eue, et continuent d'avoir, dans le conflit du Moyen-Orient, qui continue de redéfinir l'équilibre régional des pouvoirs et qui, en l'occurrence, a affecté négativement la position géopolitique que Téhéran occupait pendant les premières années du mandat de Raïssi, et même jusqu'à la première attaque iranienne contre Israël, le 13 avril 2024.

Au cours de ses deux premières années de mandat, Raïssi a récolté, sans tambour ni trompette, d'importantes récompenses diplomatiques : la normalisation des relations avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, l'adhésion au groupe des BRICS et à l'Organisation de coopération de Shanghai. Ces succès reflètent l'efficacité de ses stratégies régionales fondées sur la dissuasion asymétrique et la coopération économique et militaire avec les grandes puissances non occidentales, qui ont permis à l'Iran de se positionner, pour la première fois depuis des décennies, comme une puissance régionale reconnue et acceptée au Moyen-Orient. Et tout cela sans avoir cédé aux renégociations nucléaires avec les États-Unis, qui, bien que le président Joe Biden se soit montré disposé à les reprendre au début de son mandat, se sont terminées par l'échec du

précédent Plan d'action global conjoint abandonné par Trump en 2018.

## LA GUERRE DE GAZA ET LA DISSUASION EXPOSÉE

Même au cours des premiers mois de la guerre, et avant que l'Iran ne décide – pour la première fois depuis 1979 – de lancer une attaque militaire directe et annoncée contre Israël à partir de son propre territoire, le pays avait regagné un peu de prestige et de soutien dans la « rue arabe ». De nombreux secteurs de l'opinion publique arabe appréciaient la réaction de l'Iran et son soutien concret au Hamas dans la guerre – par le biais d'attaques indirectes de ses alliés, le Hezbollah et les Houthis – plus que la position discursive tiède de ses propres dirigeants, perçus comme alignés sur des intérêts extérieurs ou contraints par des accords de paix avec Israël.

Comme on pouvait s'y attendre, la prolongation de la guerre et l'intensification des escalades rhétoriques et militaires ont augmenté le risque d'erreurs de calcul de la part des acteurs impliqués. Dans le cas de l'Iran, son erreur a sans doute été d'étendre à l'excès la menace de représailles militaires directes en cas d'attaque, ce qui l'a finalement contraint à passer de la rhétorique à l'action après l'attaque israélienne contre le consulat iranien à Damas. Il en a résulté deux attaques massives, en avril avec des drones et des missiles de croisière, et en octobre avec des missiles balistiques, qui ont été annoncées à l'avance et qui n'ont pas fait de victimes.

Si ces actions ont démontré la capacité militaire et la volonté politique de l'Iran, ainsi que la vulnérabilité défensive potentielle d'Israël face à une attaque similaire non annoncée, elles ont également dévoilé toutes les cartes dont dispose Téhéran dans le domaine de la dissuasion. Ayant utilisé ces capacités et les deux parties ayant choisi de ne pas s'engager dans un conflit direct plus important, Israël a réorienté ses efforts pour anéantir efficacement la résistance des acteurs secondaires hors de ses frontières. Cela comprenait, peut-être comme effet secondaire, l'effondrement du régime syrien, historiquement hostile.

## TRUMP, ÉCHEC DES MÉDIATIONS ET PRESSIONS CROISSANTES

La réélection de Trump à la présidence américaine n'a pas non plus été une bonne nouvelle pour l'Iran. S'il est clair que Trump ne semble pas intéressé par le lancement d'une guerre directe contre Téhéran, tout indique qu'il aura recours à une série de mesures de pression – économiques, politiques et militaires, directes et indirectes sur ses alliés régionaux – pour forcer une négociation à partir d'une position de force, notamment après la débâcle de l'« Axe de la résistance » dirigé par l'Iran. Une telle négociation semble, pour l'instant, difficile à mener. Bien que le réformateur Massoud Pezeshkian, élu président iranien en juin 2024, ait promis de reconstruire les relations avec l'Occident, en particulier avec l'Europe, la possibilité d'un dialogue direct avec Washington a jusqu'à présent été rejetée par le Guide suprême Khamenei. En effet, comme jamais depuis



Le Guide suprême iranien, Ali Khamenei./PHOTO DU SERVICE DE PRESSE DU GUIDE SUPRÊME IRANIEN/HANDOUT/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

## L'échec des rapprochements avec Khatami et Rohani a laissé une leçon claire à l'élite politique : personne d'autre que Khamenei ne doit définir la politique à l'égard des États-Unis

1997 – date de l'arrivée au pouvoir d'un autre réformateur, Mohammad Khatami –, la décision sur la relation avec les États-Unis n'a été aussi clairement déterminée par le Guide suprême, plutôt que par le président et chef du gouvernement.

L'échec des rapprochements précédents sous les administrations de Khatami et de Hassan Rohani – qui a réussi à signer un accord nucléaire sans précédent sous la présidence de Barack Obama – a laissé une leçon claire à l'élite politique iranienne : personne d'autre que Khamenei ne doit définir la politique à l'égard des États-Unis.

En février 2025, certaines déclarations de Khamenei semblaient indiquer un possible soutien au dialogue

## La stratégie de Trump semble viser à encercler l'Iran stratégiquement et militairement, en éliminant peu à peu ses alliés, ses fournisseurs et ses capacités de production d'armes

direct, mais l'annonce par Trump de l'existence d'une lettre envoyée personnellement à Khamenei a suscité des réactions ambiguës et critiques. Alors que le dirigeant a affirmé ne pas être intéressé par des négociations avec des « voyous », tuant ainsi toute option dans l'œuf, le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a suggéré que certaines garanties iraniennes de ne pas chercher à se doter de l'arme nucléaire pourraient être envisagées. Toutefois, le ministre et le président Pezeshkian ont dû durcir leur ton pour s'aligner sur le Guide.

Selon des informations non confirmées de la Maison Blanche, l'envoyé de Donald Trump au Moyen-Orient, Steve Witkoff, aurait remis la lettre au président émirati, Mohammed Ben Zayed, qui, par l'intermédiaire de son conseiller Anwar Gargash, l'aurait envoyée au ministre iranien Araghchi à Téhéran. Dans le texte, Trump aurait proposé l'ouverture de négociations directes avec l'Iran, avertissant qu'en cas de refus, les États-Unis pourraient recourir à une action militaire directe. La lettre aurait également fixé un délai maximum de deux mois pour une réponse formelle.

### LES SCÉNARIOS POSSIBLES POUR L'IRAN

L'« axe de la résistance » est sérieusement affaibli – mais pas complètement désactivé – et les récentes frappes américaines contre les Houthis et la rupture du cessez-le-feu à Gaza le confirment. La tendance semble claire : réduire progressivement la capacité opérationnelle des *proxies* iraniens et envoyer à Téhéran un message sans équivoque sur ses futures actions. En conséquence, l'Iran dépend plus que jamais de sa propre capacité d'action et de réaction, à la fois pour faire face aux menaces extérieures et pour maintenir son statut de puissance régionale.

Dans ce contexte, l'initiative de Trump de négocier directement avec le président russe, Vladimir Poutine, pour mettre fin à la guerre en Ukraine a placé l'Iran dans une position particulièrement délicate. Il existe un risque réel que Téhéran serve de monnaie d'échange dans les négociations entre les deux grandes puissances. C'est ce qu'a laissé entendre l'un des comptes rendus de la réunion téléphonique entre Trump et Poutine le 18 mars, au cours de laquelle les deux présidents ont partagé l'idée que l'Iran ne devrait jamais être en mesure de détruire Israël, et où ils ont également convenu de coordonner leurs efforts pour stabiliser le Moyen-Orient. Ainsi, parmi les différentes propositions de médiation entre Washington et Téhéran qui ont été avancées, c'est celle de Poutine qui a suscité le plus de résistance en Iran, tant

dans les secteurs conservateurs que réformistes. La méfiance historique à l'égard de Moscou, alimentée par son passé impérialiste et les pertes territoriales de l'Iran, n'a pas disparu, malgré l'étroite coopération militaire entre les deux pays ces dernières années.

Il en va de même pour la proposition de médiation saoudienne. Bien que l'Iran ait entretenu des relations relativement cordiales avec Riyad depuis la signature des accords de Pékin, le fait que Mohammed Ben Salman négocie avec Trump diverses mesures incitatives – y compris le transfert de technologie nucléaire –, en échange d'une éventuelle normalisation avec Israël, fait de l'Arabie saoudite un médiateur peu fiable pour Téhéran. En cas de reprise des pourparlers, la médiation de la Turquie ou du Qatar serait probablement la plus viable, car ces deux acteurs régionaux jouissent d'une plus grande crédibilité et d'une plus grande confiance en Iran ; en particulier le Qatar, le pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui a maintenu une position plus ouverte à l'égard de l'Iran, malgré les pressions exercées sur Doha par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour qu'il rompe ses relations avec Téhéran.

Dans le scénario actuel, les options d'action de l'Iran pour le reste du mandat de Trump sont beaucoup plus limitées qu'elles ne l'étaient il y a 17 mois. L'économie iranienne se trouve dans une situation plus délicate que lors des négociations nucléaires de 2013-2015. Toutefois, l'Iran a fait preuve d'une résilience et d'une capacité d'adaptation remarquables face aux sanctions massives, à l'isolement extrême – notamment pendant la pandémie de Covid-19 – et à la quasi-paralysie de ses exportations de pétrole pendant des périodes prolongées, ce qui est inhabituel pour une économie dépendante du pétrole.

Ainsi, il est peu probable qu'une deuxième vague de sanctions imposées par Trump ait un effet plus dévastateur que celle déjà subie. Par conséquent, si l'administration américaine cherche à mettre Téhéran à genoux, il est peu probable qu'elle se limite à des mesures économiques. Si une action militaire directe semble exclue pour l'instant, la stratégie semble viser à encercler l'Iran stratégiquement et militairement, en éliminant progressivement ses alliés, ses fournisseurs et ses capacités de production d'armes.

Dans ce contexte, l'Iran doit agir avec prudence pour équilibrer ses actions dans un environnement régional beaucoup plus complexe qu'en 2023 : avec moins d'alliés, moins de ressources et un scénario global de confrontation croissante – en principe commerciale – depuis l'arrivée de Trump, qui dépasse la capacité de l'Iran à influencer ses partenaires extrarégionaux, comme la Chine et la Russie.

Au niveau régional, la normalisation des relations avec l'Arabie saoudite et les EAU reste en bonne voie, et la guerre à Gaza n'a pas détérioré de manière significative les liens bilatéraux entre l'Iran et les pays du CCG. Toutefois, il faut s'attendre à ce que les futures initiatives de Trump tendent à resserrer le siège régional de l'Iran, au détriment précisément de ces liens.

Pendant plus de 40 ans de République islamique, l'Iran a maintenu sans changements majeurs les grandes lignes de sa politique étrangère, fermement ancrée dans les principes révolutionnaires de 1979, qui donnent la



Cérémonie à la mémoire des anciens dirigeants du Hezbollah, Nasrallah et Safieddine, tués lors de frappes aériennes israéliennes à Beyrouth. Téhéran, le 23 février 2025./FATEMEH BAHRAMI/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

priorité à la lutte contre l'impérialisme américain et l'occupation israélienne. Les tentatives de rapprochement avec l'Occident – avec des nuances – encouragées par des présidents réformateurs tels que Khatami et Rohani n'ont pas abouti, sinon à une normalisation, du moins à une détente significative, ce qui a affaibli, même au sein des secteurs réformateurs, les appels à la reprise du dialogue avec l'Occident.

Compte tenu de la situation actuelle de l'ordre international plongé dans la nouvelle ère Trump et de l'ordre régional post-Gaza, l'Iran est confronté à plusieurs scénarios possibles :

- L'endiguement stratégique : éviter une confrontation directe avec les États-Unis ou Israël, tout en maintenant active ou en augmentant sa capacité de dissuasion et en protégeant ses intérêts fondamentaux au Yémen, en Irak et au Liban, malgré l'affaiblissement de ses alliés.

- Le retrait tactique : adopter une posture plus défensive pour gagner du temps, stabiliser son économie et éviter des sanctions plus sévères, dans l'attente d'un changement du rapport de force international ou de la fin de la présidence de Trump en 2028.

- L'accélération du nucléaire : renforcer son programme comme mécanisme de pression et de dissuasion, au risque de déclencher de nouvelles tensions. Il est à noter que le débat sur la redéfinition de la doctrine nucléaire iranienne est sur la table de l'élite politique iranienne au moins depuis avril 2024.

- L'ajustement interne : si la pression devient insoutenable, le débat sur la viabilité de la politique étrangère pourrait être soulevé, ce qui ouvrirait un espace – bien que limité – pour de nouvelles formules d'engagement avec les acteurs extérieurs. Cette option a déjà été tentée

par le passé, mais n'a pas toujours donné de bons résultats à long terme. C'est donc l'option la moins probable.

Dans un cas comme dans l'autre, l'Iran se trouve à la croisée des chemins. Sa capacité à s'adapter sans renoncer à ses objectifs historiques sera essentielle pour préserver son statut de puissance régionale, tout en assurant la survie du modèle politique de la République islamique et de l'élite dirigeante. La combinaison de la résilience intérieure, de la diplomatie flexible ou du pragmatisme et du contrôle du risque militaire définira sa marge de manœuvre dans les années à venir.

## CONCLUSION

En 2025, l'Iran est confronté à l'une des périodes les plus difficiles depuis l'instauration de la République islamique. La prolongation de la guerre à Gaza, l'effondrement de ses principaux alliés régionaux et l'offensive diplomatique et militaire des États-Unis ont considérablement réduit sa capacité d'action. Avec un « Axe de la résistance » affaibli, une économie encore résiliente mais sous pression, et un environnement stratégique marqué par l'hostilité et l'incertitude, Téhéran est contraint de redéfinir sa marge de manœuvre.

Les options disponibles – l'endiguement stratégique, le retrait tactique, l'accélération du nucléaire ou l'ajustement interne – ont toutes un coût élevé et des avantages incertains. Aucune ne permet de regagner immédiatement l'influence perdue ou d'arrêter le siège que Washington et ses alliés cherchent à imposer. Le choix de la voie à suivre dépendra de la capacité des dirigeants iraniens à évaluer les risques, à préserver leur capacité de dissuasion et à maintenir la cohésion interne du système.

Quel que soit le scénario, le dilemme central reste de savoir comment s'adapter sans abandonner les objectifs fondamentaux du régime. La résilience, le pragmatisme et le contrôle de l'escalade seront des facteurs clés pour empêcher la transformation de l'Iran d'un acteur influent en un acteur acculé dans le nouvel ordre régional./